



*I am a woman - I build peace, piece by piece*  
*Je suis une femme - je construis la paix, pièce par pièce*  
1<sup>ST</sup> NATIONAL WOMEN'S CONVENTION FOR PEACE IN CAMEROON  
1<sup>È</sup> CONVENTION NATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX AU CAMEROUN

**CONVENTION NATIONALE DES FEMMES  
POUR LA PAIX AU CAMEROUN**

**NATIONAL WOMEN'S CONVENTION  
FOR PEACE IN CAMEROON**

**LES TOUTES PREMIÈRES NÉGOCIATIONS  
NATIONALES DES FEMMES POUR LA PAIX  
AU CAMEROUN**

**THE FIRST-EVER  
NATIONAL WOMEN'S NEGOTIATIONS FOR  
PEACE IN CAMEROON**

**19 – 21 SEPTEMBRE 2022**

**19 – 21 SEPTEMBER 2022**

**Une feuille de route  
pour atteindre l'harmonie sociale et la paix  
à Mpoke**

**A Roadmap  
for Achieving Social Harmony and Peace  
in Mpoke**

La simulation de négociation à l'Est est basée sur le cas d'un petit village appelé Mpoke, où des conflits sont apparus en raison de la rareté des ressources. Mpoke est une ville frontalière qui accueille plus de 2000 réfugiés dans un camp de réfugiés du HCR. C'est également un endroit approprié pour les personnes déplacées venant de l'Extrême Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Au-delà de ces groupes, il y a aussi des réfugiés qui ne vivent plus dans les camps parce qu'ils ont choisi de rentrer dans leur pays. S'étant retirés du programme de réfugiés mais ayant constaté que leur pays n'était pas aussi sûr qu'ils le pensaient, ils sont retournés à Mpoke. Malheureusement, ils ne pouvaient plus retourner dans les camps, aussi se sont-ils installés parmi la population, mettant davantage de pression sur des ressources déjà rares.

The negotiation simulation in the East is based on a small village called Mpoke, where conflicts have arisen due to scarce resources. Mpoke is a border town which hosts over 2000 refugees in a UNHCR refugee camp. It is also a suitable location for IDPs from the Far North, North-West, and South-West. Beyond these groups, we also have refugees who no longer live in the camps because they had opted to return to their country. Having washed out of the refugee program but finding their country was not as safe as they expected, they returned to Mpoke. Unfortunately, they could no longer go to the camps, so they settled among the people, putting more pressure on already scarce resources.

Dans ce scénario, on trouve quatre groupes de personnes qui se disputent les ressources :

- La communauté d'accueil
- Les réfugiés dans le camp
- Les réfugiés hors du camp et
- Les Personnes Déplacées Internes (PDI)

Les désaccords en termes d'accès aux ressources touchent quatre domaines principaux :

- L'accès à l'eau
- Accès à l'éducation
- Protection de la communauté
- Les droits humains

Sur la base de ce qui précède, la communauté, dirigée par le chef traditionnel et le maire, s'est réunie pour négocier l'accès aux questions susmentionnées.

Le scénario de l'Est est un processus de négociation communautaire typique qui a englobé les structures communautaires en soumettant la question au palais du chef au tout début. Des débats animés sur toutes les questions ont abouti à un accord de premier niveau, qui a nécessité l'adhésion d'autres acteurs. Le scénario s'est déplacé dans le bureau du maire, où des représentants du HCR, du Conseil Régional, des partis politiques et des différentes communautés ont été réunis pour négocier l'accès aux allocations sociales.

Le résultat des négociations est une feuille de route qui répond aux besoins et aux intérêts de toutes les parties impliquées, ainsi que des engagements spécifiques pour une mise en œuvre réussie de la feuille de route.

**Concernant l'accès à l'eau, tous les acteurs s'accordent sur les points suivants:**

- Que l'eau est une ressource fondamentale et que chaque membre de la communauté a droit à cette ressource, indépendamment de qui il est et d'où il vient
- Qu'il est nécessaire de creuser davantage de puits plus près des habitations des membres de la communauté pour prévenir les cas de harcèlement et d'abus sexuels, ainsi que pour réduire les conflits autour des sources d'eau

Within this scenario, we find four groups of people fighting over resources:

- The host community
- Refugees in Camp
- Refugees out of Camp and
- Internally Displaced Persons (IDPs)

Disagreements in terms of access to resources cut across four major areas:

- Access to water
- Access to Education
- Community protection
- Human rights

Based on the above, the community, led by the traditional ruler and the Mayor, came together to negotiate access to the above issues.

The scenario in the East is a typical community negotiation process that embraced community structures by tabling the matter at the Chief's palace at the outset. Heated debates on all the issues led to a first-level agreement, which required that other actors be brought on board. The scenario moved to the Mayor's office, where representatives of UNHCR, the Regional Council, political parties and the various communities were brought together to negotiate access to social benefits.

The outcome of the negotiations is a roadmap that addresses the needs and interests of all parties involved as well as specific commitments towards achieving the successful implementation of the roadmap.

**On Access to Water, all actors agree to the following:**

- That water is a basic resource, and every community member has a right to that resource irrespective of who they are and where they come from
- That there is a necessity to dig more wells closer to the dwellings of community members to prevent cases of sexual harassment and abuse, as well as reduce conflicts over water sources

- Le conseil municipal et le HCR doivent collaborer pour fournir des ressources et un soutien technique pour le creusement de puits et de forages
- Qu'un conseil de gestion de l'eau communautaire inclusif soit mis en place pour gérer l'accès aux sources d'eau ainsi que l'entretien des points d'eau
- Que d'autres sources d'eau soient recherchées à court terme, comme un partenariat avec des sociétés multinationales telles que les Brasseries pour fournir périodiquement de l'eau à la communauté dans le cadre de sa responsabilité sociale
- Le conseil doit concevoir des projets visant à acquérir des camions-citernes pour permettre l'approvisionnement local en eau des membres de la communauté
- Le conseil doit augmenter son budget pour l'approvisionnement en eau de la communauté, car c'est l'une des principales sources de conflit
- Que la CAMWATER soit invitée à développer la distribution d'eau potable dans la communauté
- That the council and UNHCR should collaborate to provide resources and technical support for digging wells and boreholes
- That an inclusive community water management board should be put in place to manage access to water sources as well as maintenance of the water points
- That alternative sources of water should be sought for the short term, such as partnering with multinational corporations such as Brasseries to periodically supply water to the community as part of its social responsibility
- That the council should design projects that target the acquisition of water tankers to enable the local supply of water to community members
- That the council should increase its budget towards providing water for the community as this was one of the major sources of conflict
- That CAMWATER should be invited to develop potable water distribution in the community

**En ce qui concerne l'éducation, les acteurs ont convenu de ce qui suit:**

- Que les espaces inutilisés dans les bureaux du gouvernement soient temporairement transformés en salles de classe
- L'autorité traditionnelle doit interdire le travail des enfants dans sa communauté, qui éloigne les élèves des salles de classe.
- Le conseil municipal, en partenariat avec la communauté et les organisations de la société civile, doit prendre des dispositions pour offrir un salaire aux enseignants.
- Le conseil municipal doit donner la priorité à la construction de salles de classe.
- La communauté est reconnaissante à la société civile d'avoir proposé de construire une salle de classe.

**On Education, the actors agreed to the following:**

- That unused spaces in government offices should be temporarily transformed into classrooms
- That the traditional authority should prohibit child labour in his community, which takes the students away from the classrooms
- That the council, in partnership with the community and civil society organisations, should make provisions to offer the teachers a stipend
- That the council should prioritise the building of classrooms
- That the community was grateful to the civil society for offering to build one classroom

- Des bourses d'études devraient être offertes aux élèves méritants pour encourager la fréquentation scolaire.
- Il faut créer une synergie entre les ministères de l'éducation, des affaires sociales et de l'émancipation des femmes et de la famille pour renforcer le droit des enfants à l'éducation.
- That scholarships should be offered to meritorious students to encourage school attendance
- That there should be a synergy between the Ministries of Education, Ministry of social affairs and the Ministry of Women's Empowerment and the Family to reinforce children's right to Education

**Concernant la protection de la communauté, les acteurs se sont mis d'accord sur ce qui suit:**

**On Community Protection, the actors agreed on the following:**

- Qu'un groupe de vigilance communautaire inclusif devrait être mis en place pour assurer une protection basique de la communauté.
- Que la société civile doit dispenser des formations sur la sûreté et la sécurité.
- Que la communauté doit exiger un poste de police pour assurer la sécurité
- Le HCR doit renforcer son système de recensement biométrique des réfugiés pour faciliter l'identification des personnes fantômes au sein de la communauté.
- Que les réfugiés hors-camp mettent constamment à jour leur base de données des nouveaux membres pour assurer leur protection
- Que le HCR continue à prendre en charge les cas de VBG par le biais d'un soutien psychosocial à tous les membres de la communauté
- Que la société civile s'engage dans la communication et la sensibilisation sur la VBG et autres questions de sûreté et de sécurité
- Que le gouvernement ratifie la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie pour permettre aux enfants des non-Camerounais nés au Cameroun d'obtenir un statut
- Que le conseil et les autres partenaires au développement bénéficient des appels de Koika pour le financement de projets, ce qui contribuera à réduire les tensions entre les différents groupes à Mpoke
- That an inclusive community vigilante group should be put in place to ensure basic community protection.
- That civil society should provide training on safety and security
- That the community should request a police post to enforce security
- That UNHCR should reinforce its biometric registration of refugees to facilitate the identification of fictitious members in the community
- That out-of-camp refugees should constantly update their database of new members to ensure their protection
- That the UNHCR continue to take care of cases of GBV through psychosocial support to all members of the community
- That civil society engages in communication and sensitisation on GBV and other issues of safety and security
- That the government should ratify the 1961 Convention on the reduction of statelessness to provide children of non-Cameroonians born in Cameroon to obtain a status
- That the council and other development partners should benefit from the Koika calls for project financing, which will help reduce tensions between the various groups in Mpoke

- Que le HCR reconsidère le statut des réfugiés sans statut pour leur permettre d'accéder aux besoins de base et autres ressources pour leur bien-être et leur épanouissement.
- That the UNCHR reconsiders the status of non-status refugees to enable them to access basic needs and other resources for their well-being and growth.

**En ce qui concerne les droits humains, tous les acteurs ont convenu de ce qui suit:**

- Que tous les acteurs travaillent ensemble pour mettre fin au travail des enfants
- Que le conseil peut fournir des centres de réhabilitation en transformant des bureaux abandonnés en lieux de refuge pour les femmes et les filles qui souffrent de certaines formes d'abus
- Qu'un statut spécial peut être désigné pour Mpoke compte tenu de la diversité des personnes ainsi que des dispositions légales spécifiques qui définissent différents groupes de personnes
- Que le Chef établisse des directives locales pour chacun sur la façon d'aborder les questions de droits humains au niveau local
- Que des lois préfectorales soient mises en place pour résoudre et traiter les questions de droits
- Que la communauté doit écrire au Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille pour lui rappeler sa promesse de créer des espaces sûrs et l'implorer de rénover les centres non fonctionnels existants
- Que les programmes d'éducation de seconde chance ne doivent pas s'arrêter au chef-lieu de la région mais s'étendre aux villages périphériques où les besoins sont importants.

Pour garantir la mise en œuvre effective de cette feuille de route, nous, la communauté d'accueil, les réfugiés dans le camp, les réfugiés hors du camp, les personnes déplacées internes et tous les autres acteurs, déclarons que, conformément au droit international relatif aux droits humains, à l'accès aux services de base, aux droits des femmes, aux droits des enfants et aux droits des réfugiés et des personnes déplacées internes:

**On Human rights, all actors agreed to the following:**

- That all actors work together to end child labour
- That the council can provide rehabilitation centres by transforming abandoned offices into places of refuge for women and girls who suffer some form of abuse
- That a special status can be designated for Mpoke given the diversity of people as well as the specific legal provisions that define different groups of people
- That the Chief should establish local directives for everyone on how to address issues of human rights at the local level
- That prefectorial laws be put in place to resolve and address issues of rights
- That the community should write to the Minister of Women's Empowerment and the Family to remind them of their promise of safe spaces and to entreat them to revamp existing non-functional centres
- That second chance education programmes should not end at the regional capital but should be extended to peripheral villages where there is much need

To ensure that this roadmap is effectively implemented, we, the host community, the refugees in the camp, the refugees out of camp, the internally displaced persons and all other stakeholders, declare that based on international laws regarding human rights, access to basic human needs, women's rights, children's rights and laws on refugees and internally displaced persons, we will:



Article 1: Nous veillerons à ce que chaque résolution soit appliquée de bonne foi et dans un esprit de fraternité

Article 2: Nous nous engagerons à mener des actions de plaidoyer pour la protection des réfugiés et des personnes déplacées internes

Article 3: Nous reconnaissons que nous sommes un peuple pacifique et hospitalier et, à ce titre, nous sommes disposés à collaborer les uns avec les autres ainsi qu'avec toutes les structures et organisations pour assurer une relation améliorée et plus harmonieuse entre nous

Article 4: Nous nous engagerons à soutenir les jeunes pour leur participation à une vigilance efficace en vue d'améliorer la sûreté et la sécurité de tous les membres de la communauté

Article 5: Nous apporterons nos idées et nos compétences aux projets de développement de la communauté

Article 6: Nous nous engagerons à travailler ensemble malgré nos différences car nous comprenons que nous avons un avenir commun et que chaque effort de collaboration rendra notre communauté plus forte et meilleure pour tout le monde

Article 7 Reconnaissant l'avantage du dialogue et des négociations sur la violence, nous nous engagerons à mettre en place des processus plus interactifs pour la résolution des conflits, en recherchant la compréhension mutuelle

Approuvé et signé ce 21 septembre 2022 à Mpoke à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix

- La communauté hôte de Mpoke
- Les réfugiés dans le camp
- Les réfugiés hors du camp
- Les Personnes Déplacées Internes
- L'autorité traditionnelle
- Le Maire
- Les autorités régionales
- Les partenaires internationaux

Article 1: We will ensure that every resolution will be enforced in good faith and the spirit of brotherhood

Article 2: We will commit to carrying out acts of advocacy for the protection of refugees and internally displaced persons

Article 3: We acknowledge that we are a peace-loving and hospitable people and, as such, are willing to collaborate with one another as well as with all structures and organisations to ensure an improved and more harmonious relationship among us

Article 4: We will commit ourselves to supporting the youth to participate in effective vigilance for improved safety and security for all members of the community

Article 5: We will contribute ideas and skills towards community development projects

Article 6: We will commit to working together despite our differences because we understand that we have a shared future, and every collaborative effort will make our community stronger and better for everyone

Article 7: Recognising the advantage of dialogue and negotiations over violence, we will commit to more interactive processes for conflict resolution as we seek mutual understanding

Approved and signed this 21st September 2022 in Mpoke on the occasion of the World Day of Peace

- The Host Community of Mpoke
- The Refugees in Camp
- Refugees out of Camp
- Internally Displaced Persons
- The Traditional Authority
- The Mayor
- Regional Authorities
- International Partners